



ANALYSE STRATEGIQUE

Mars 2016

Forces

- Notoriété et cohérence de l'association
- Capital immatériel : valeur, savoirs faire, innovation
- Vision et capacité d'adaptation
- Pluralité de l'offre et volonté d'ouverture
- Conseil d'Administration composé de sympathisants et de parents engagés
- Gouvernance équilibrée entre présidence et direction générale
- Engagement et compétences des professionnels
- Association de taille moyenne à dimension humaine
- Articulation entre administrateurs & professionnels dans le respect strict du domaine de compétence de chacun
- Forte adhésion des professionnels aux valeurs de l'association
- Compétences dans plusieurs domaines : ITEP, DI, TED

Faiblesses

- Faible engagement des familles dans les structures de l'association
- Peu de fonds propres – absence de mécènes
- Un seul donneur d'ordre et un seul financeur
- Structure de veille à améliorer
- Implication collective à développer
- Transmission des messages de l'association en direction des parties prenantes
- Limite du bénévolat : renouvellement – accueil - engagement
- Représentation auprès des lieux de décisions à développer
- La répartition de la charge de travail entre les cadres hiérarchiques et non cadres
- Commun à toutes les structures : fragilité et dépendance au Système d'Information.

Opportunités

- Le CPOM 2012-2017 de qualité
- Relation de confiance avec les représentants de l'Etat
- Le GIAC – la mutualisation – l'entraide
- Les partenariats +++
- La spécificité du public accueilli
- La reconnaissance au plan local
- L'agrément ESS
- Une image positive auprès de l'environnement proche (parents, ARS, partenaires)
- Des compétences dans des domaines reconnus par l'Etat et la société civile

Risques

- Contexte de restriction des finances publiques
- Contraintes de gestion / taille de l'association
- Changements à venir / règles du jeu et évolution
- La concurrence – enjeu d'une veille concurrents
- Politiques hégémoniques de certains acteurs du secteur
- L'évolution très rapide de la communication
- Redéfinition des publics accueillis
- Risque de désengagement de l'Etat dans la politique sociale